

pour protester auprès du Gouvernement contre le manque de protection. Dans les milieux gouvernementaux, on commença à entendre certains préconiser «l'internationalisation» ou la «neutralisation» du Liban alors que, dans les milieux maronites, certains affirmaient avec cynisme que le Sud pouvait bien aller au diable ou, encore pire, aux Israéliens. Les dirigeants maronites de l'armée, appuyés par le président, ne voulaient pas se laisser entraîner dans un conflit inégal avec les Israéliens. Par ailleurs, un affrontement direct avec les Palestiniens risquait d'écarter de l'armée les éléments nationalistes musulmans. Le problème demeurait le suivant: comment imposer des limites contractuelles aux opérations palestiniennes sans avoir l'air de tenter d'éliminer les commandos eux-mêmes. Les dirigeants palestiniens, tout en ayant les événements de Jordanie en mémoire, admirent leur propre dilemme et celui du gouvernement et, voulant éviter de jouer cartes sur table, contribuèrent à désamorcer la situation.

La présence palestinienne ne constituait toutefois qu'une partie de la configuration des forces génératrices de tension présentes au Liban depuis 1967. Les problèmes politiques et socio-économiques fondamentaux éclatèrent encore une fois au grand jour. Qui plus est, Beyrouth était devenue l'ancre intellectuel d'un vaste éventail de critiques radicales non seulement sur le problème palestinien, mais sur la société arabe et libanaise en général. Ces idées et mouvements radicaux germaient le plus souvent dans les écoles et les universités. Grèves et manifestations, surtout dans les universités américaine et libanaise de Beyrouth, exprimaient l'insatisfaction et la prise de conscience politique d'une jeune génération contre un régime politique fossilisé. En 1974, leur répression à l'Université américaine de Beyrouth par une administration collaborant avec les Forces spéciales libanaises de sécurité créa une grande amertume, mais reçut également l'approbation des groupes de droite du Liban et des capitaux arabes.

Profondes frustrations

De la position stratégique des principales communautés confessionnelles, la question palestinienne ne masquait que de profondes frustrations et craintes. Les Chiïtes, demandant protection contre les attaques israéliennes, remirent en question la viabilité d'un système qui méconnaissait autant leur bien-être économique que leur destin matériel. Les Musulmans sunnites, en particulier ceux du riche milieu des affaires, rattachaient dans une large mesure leurs intérêts au statu quo, tandis que les

autres reconnaissaient la nécessité d'entreprendre certaines réformes politiques fondamentales. De leur côté, les Maronites voyaient dans toute modification apportée aux dispositions du Pacte national un premier pas vers leur subordination définitive à la communauté musulmane. Et pourtant, les deux communautés — chrétienne ou musulmane — reconnaissaient tacitement que les arrangements politiques d'hier ne correspondaient plus aux réalités d'aujourd'hui. Là où elles divergeaient, comme nous le verrons, c'était dans leurs options respectives quant à l'avenir.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les efforts en vue d'établir petit à petit une paix générale au Moyen-Orient au lendemain de la guerre d'octobre 1973 contribuèrent directement à faire éclater la guerre civile au Liban. Voici, en résumé, le scénario de la dynamique locale et internationale de la crise.

Tout commença par l'étape, longue et tendue, de la diplomatie ambulante du secrétaire d'État américain, M. Henry Kissinger, qui aboutit au deuxième accord de désengagement au Sinaï en septembre 1975. Les États-Unis et Israël obtinrent tous les deux des résultats tangibles et immédiats: en se concentrant sur l'Égypte, le voisin d'Israël le plus important par sa superficie et sa puissance militaire, ils pareraient à l'éventualité d'un marchandage beaucoup plus dur et prolongé découlant d'un effort politique conjugué des Arabes contre Israël. Pour le président Sadate, les gains politiques de l'accord étaient négligeables. Toutefois, il espérait se gagner des appuis pour sa politique de libéralisation économique dans son pays en montrant aux investisseurs américains et européens éventuels que leurs capitaux pourraient jouer un rôle décisif dans l'édification d'une nouvelle Égypte. Certains observateurs égyptiens admettent, en privé, que l'Égypte, en retour de l'espoir illusoire d'une expansion économique rapide, abdiqua en fait son rôle traditionnel dans l'arène de la politique interarabe et choisit la voie de l'isolationnisme.

Puis, la retraite égyptienne dans l'isolationnisme ne manqua pas d'aider tacitement les buts des Américains et des Israéliens, qui essayaient tous les deux d'isoler et d'affaiblir les Palestiniens pour qu'ils cessent de faire obstacle à un règlement global dans le secteur. Depuis l'expulsion des Palestiniens de Jordanie en septembre 1970, leur dernière importante base d'opérations se trouve au Liban; pourtant, un affrontement direct entre le gouvernement et les commandos passait pour impossible. Néanmoins, certaines forces du pays, sen-